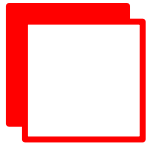


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 193 - 1,50 € - Avril 2008



Pour l'Emancipation Sociale!

Diafoirus Roi

Dans *Le Malade imaginaire*, Molière brocarde allégrement les médecins de son temps en mettant en scène un couple de tels charlatans, Diafoirus père et fils, aussi fats et sots l'un que l'autre. A l'époque, pour devenir médecin, il suffisait de savoir ânonner, en réponse aux questions portant sur les soins à apporter aux maladies les plus diverses, toujours la même formule dans un charabia latinisant : « *Clysterium donare, Postea seignare, Ensuita purgare* » (donner un lavement, puis saigner, ensuite purger).

Si, depuis Molière, la médecine est devenue sinon une science toujours exacte du moins une pratique qui fait appel à des savoirs scientifiques dûment constitués, on ne peut pas en dire autant de l'économie, malgré sa prétention souvent contraire. Encore moins peut-on accorder ce statut à la politique de 'nos' gouvernants, surtout quand ils tentent de la justifier en se référant, implicitement ou explicitement, au dogme économique néolibéral. Car, frappés de psittacisme comme les médecins de Molière, ne les entend-on répéter à longueur de discours que, pour redonner vigueur économique à un corps social bien atone et affaibli, il faut : « *Primo mercatam liberare, ensuite societatem deregulare, in fine Estatem privatisare !* » (d'abord libérer le marché, ensuite déréguler la société, enfin privatiser l'Etat !)

Leur foi dans les potions pourtant bien amères qu'ils administrent depuis des lustres au malade, sans que pourtant l'état de ce dernier ne s'améliore sensiblement, bien au contraire, se mesure dans le fait que, invariablement, ils concluent du constat de la médiocrité des résultats obtenus non pas à l'erreur de leur diagnostic et à l'inefficacité de leurs remèdes, mais tout simplement à la nécessité de persévérer dans la même voie en redoublant les doses administrées. Car il faut : « *Primo mercatam liberare, ensuite societatem deregulare, in fine Estatem privatisare* »

En fait, leur foi est à l'abri de tout doute et rien ne saurait l'ébranler. Pas même les protestations et les menaces du malade, de plus en plus mal en point, excédé par l'amertume des pilules qu'on lui fait avaler, par les promesses de guérison non tenues et par la condescendance avec laquelle ses médecins le traitent. C'est ce qu'on vient de constater à l'occasion des dernières élections municipales. Qu'ont conclu 'nos' gouvernant de leur sévère défaite ? Qu'il est urgent de persévérer dans la voie des 'réformes' entreprises et qu'il faut même en accélérer le rythme. Car le mécontentement des électeurs traduirait essentiellement leur impatience à voir aboutir les 'réformes' engagées. En somme, lorsque le malade se plaint du caractère inefficace et insupportable de la thérapie à laquelle on le soumet, les Diafoirus qui nous gouvernent se félicitent que, comme eux, le malade devenu enfin raisonnable a compris qu'il faut : « *Primo mercatam liberare, ensuite societatem deregulare, in fine Estatem privatisare !* »

LES FRANÇAIS ONT MANIFESTÉ LEUR IMPATIENCE



Le texte qui suit nous a été transmis par un lecteur d'ACC dont nous avons déjà publié (n°180 janvier 2007) la conclusion d'un essai sur la question palestinienne au titre quelque peu prophétique : *"Notre avenir de Justice et de Paix : la Palestine"*. L'auteur revient sur la question et plus précisément sur la situation catastrophique vécue par les Gazaouis littéralement affamés par le blocus israélien et toujours soumis aux assassinats perpétrés par Tsahal, pour retracer les grandes lignes de l'histoire tragique du peuple palestinien qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui. Pour la décrire, nous n'aurions pas, comme le fait l'auteur, qualifié les Palestiniens de "révolutionnaires"; il nous semble en effet qu'ils restent essentiellement nationalistes au sens où ils luttent pour la construction et la reconnaissance (c'est tout un) d'un Etat-nation palestinien.

L'auteur : Rémi Begouen , 35 rue J.Jaurès 44600 St-Nazaire . Tél:02 40 66 08 09

"Si les parisiennes manquent de pain, qu'elles mangent des brioches!"

(Marie-Antoinette en 1789, face à l'émeute de la faim des parisiennes, à Versailles)

RAFAH : La Révolution de la faim

La chute du mur au sud de la bande de Gaza est un événement historique, même s'il reste provisoirement... provisoire. Rappels :

1 - Ce mur entre deux pays arabes et frères a été érigé par Israël, lequel a imposé à l'Egypte son étanchéité avant de se retirer de la bande de Gaza.

2 - Le Hamas a gagné en toute légalité démocratique le pouvoir à Gaza, même s'il a dû le prouver par les armes contre le Fatah, hélas...

3 - Tout prisonnier cherche à s'évader, ou en rêve. Gaza est devenue la plus grande prison à ciel ouvert du monde. Les prisonniers ont trouvés le point faible des barreaux à Rafah, la ville mixte, séparée par un mur de la honte, comme hier à Berlin.

4 - Enfin et surtout, le million et de mi de Gazaouis crèvent de faim, du fait du blocus physique d'Israël; mais aussi d'un soutien à ce blocus, indirect et inédit, d'amis historiques de la cause palestinienne, restés anti-sionistes, mais très hostiles à la mouvance du Hamas.

Je partage le point de vue critique vis à vis de l'islamisme radical, mais je reste d'abord, et très radicalement, contre l'idéologie sioniste, qui est de conquête, impérialiste, raciste.

J'ai longtemps été sympathisant du FPLP, Front Populaire de Libération de la Palestine, d'origine marxiste, qui 'rêvait' d'une Palestine laïque, où musulmans, juifs, chrétiens, athées cohabiteraient en construisant l'avenir radieux de la Révolution...

Il en est de ce rêve comme de la réalité : transformé en cauchemar par Israël...

La réalité est le drame actuel, inouï, des Gazaouis affamés. Qui s'ajoute à ceux accumulés depuis soixante ans en Cisjordanie et dans les camps de réfugiés palestiniens - dont l'emblème reste 'la clef du retour'.

La permanence de la résistance populaire palestinienne continue de s'exercer, sinon très puissamment du moins

avec une inventivité audacieuse. Comme le dormeur qui se débat contre son cauchemar à défaut de pouvoir encore le vaincre, par son réveil qui tarde...

Ce cauchemar a commencé par la 'Nakba' (la Catastrophe) de 1948, même si ses racines sont bien plus anciennes: début de l'implantation sioniste dès les années 1920 et échec de la révolution palestinienne de 1936, face à l'alliance objective des forces britanniques et des grandes bourgeoisies locales apeurées. Quelles que soient leurs confessions officielles, les grands propriétaires, de terres agricoles, d'institutions chrétiennes, d'implantation sionistes - comme les gros commerçants avaient en 1936 la même religion très réelle, celle de la peur des nantis face à l'insurrection des pauvres : la lutte des classes explique l'essentiel de l'Histoire...

Depuis cet échec de 1936, il y a 72 ans, et surtout cette catastrophe de 1948, il y a 60 ans, la résistance palestinienne a donc dû être clandestine, au mieux semi-clandestine, avec ses hauts et ses bas, ses oppositions internes... Le tout dans une région arabe officiellement fraternelle... et pleine de faux-frères. En Egypte, Syrie-Liban, Jordanie, Irak, les pouvoirs nationalistes rivaux se sont acharnés à instrumentaliser la résistance palestinienne par des organisations locales vassales, pour garder prestige auprès de l'opinion populaire arabe... et surtout remplacer le ferment politique révolutionnaire palestinien par le pouvoir d'armées chargées de "libérer la Palestine", via de fragiles coalitions... donc impuissantes.

En face, Israël, 'petit David face au

Goliath arabe', devient rapidement un pôle colonial avancé du capitalisme mondial. Le sionisme oublie la doctrine laïque de ses pionniers pour une grande déférence au judaïsme. Il utilise la légitime émotion mondiale qu'entraîne les révélations de la tentative nazie de génocide juif - la Shoah - pour légitimer son 'Etat de tous les Juifs', avec 'Droit de Retour'... droit toujours refusé aux Palestiniens en exil. Et il s'abrite au parapluie américain, lequel 'achète' une fausse paix (Oslo, etc.) à l'OLP et aux pays arabes voisins...

L'immense mérite de Yasser Arafat est d'avoir réussi - partiellement - à fonder un mouvement palestinien autonome de ces Etats 'frères' : le Fatah, qui mène fin 1964 ses premiers raids feddayins. Le grand tournant de 1967 - seconde 'Nakba' - est la conquête israélienne de ce qui reste de la Palestine, en Cisjordanie et à Gaza, plus le Golan Syrien. Il s'ensuit bien des bouleversements à l'intérieur de la résistance, dont l'éviction du très bourgeois démagogue Shukeiri de l'OLP (Organisation de la Libération de la Palestine), bouleversée par Arafat.

Dans le cadre de la Campagne Paix en Palestine

Les Amis de l'Emancipation Sociale, les Amis du Monde Diplomatique, le Centre culturel et social des Résidences Bellevue

Vous invitent à un échange avec

Anis GANDEEL

Originaire de la bande Gaza - coordinateur de la Mission Enfants Réfugiés du Monde Co-fondateur de l'Institut Canaan de pédagogie nouvelle

" Agir et subir à GAZA, l'assiégée "

Lundi 29 avril 2008 à 20h30 - Espace Café du Centre social des Résidences, 4 rue de Madrid à BELFORT

Anis Gandeel a vécu au cœur de l'action de la société civile de Gaza, notamment dans les camps de réfugiés. Témoignage direct de l'évolution dramatique de la situation, il a choisi de témoigner de la réalité que vit la population gazaouite, coupée du monde depuis juin 2006.

Pourquoi en est-on arrivé là ? Quel devenir pour les Palestiniens ? Quelles issues possibles ?

Contact : 03.84.30.35.73 Odile-Mangeot@wanadoo.fr

George Habache a fondé peu avant le FPLP, à son aile gauche. L'OLP se développe fort en Jordanie... jusqu'à la terrible répression de 1970-71, menée par le roi Hussein de Jordanie, si menacé par la popularité de la cause palestinienne. En septembre 1972, en référence au si dramatique 'septembre noir' de 1970, la résistance 'basculé' dans le terrorisme international -avec l'assassinat d'athlètes israéliens à Munich. C'est un tournant stratégique, tragique, pas encore une dérive vers l'islamisation radicale d'aujourd'hui. Celle-ci 'rampe' longtemps derrière les organisations en principe laïques, notamment du fait d'une minorité chrétienne importante et surtout d'une culture politique moderne, marxiste. Mais cette radicalisation de l'Islam ne devient populaire qu'à cause d'odieuses dérives de chefs de la résistance: corruption et embourgeoisement. En Egypte, du temps de Farouk puis de Nasser, le mouvement politique des 'frères musulmans' n'a grandi qu'à cause de la corruption et de l'embourgeoisement du pouvoir. Quoique durement réprimé, ce mouvement perdure et devient un modèle pour tout le monde arabe... et ces répressions donnent beaucoup de prestige.

Il faut bien voir cet aspect fondamental de lutte de classes. Lorsqu'un grand mouvement arabe combat courageusement, il a le peuple avec lui. Ce fut le cas en Egypte, où 'le peuple' a chassé le roi Farouk, corrompu et corrupteur, Nasser incarnant alors 'le-fils du peuple', en 1952. Et 4 ans plus tard, lorsque Nasser voulu démissionner, suite à l'agression tripartite (Israël, France, Grande-Bretagne) du canal de Suez, le peuple non seulement l'empêcha de démissionner mais finit par obtenir une grande victoire politique, via la retraite humiliante des agresseurs: Nasser devint alors le leader aimé de tout le monde arabe... avant de bien s'enliser, sous couvert de nationalisme, dans le cycle corruption-corrupteur, cycle qui a empiré avec Sadate (tué par un islamiste) et l'actuel Moubarak.

Lequel se trouve aujourd'hui bien obligé 'd'accueillir en frère' ses voisins palestiniens de Rafah... avec la trouille d'être assassiné par un islamiste ou d'un Coup d'Etat des 'frères musulmans'. De même en Palestine: lorsque le Fatah et le FPLP se battaient courageusement, et malgré leurs lourdes pertes, Yasser Arafat et Georges Habache étaient très populaires. Mais le pouvoir corrompt, la règle vaut pour l'actuelle Autorité Palestinienne, accusée de céder à l'occupant israélien : une 'régression de De Gaulle à Pétain, en analogie...

Le Hamas bénéficie de cette grave dégradation, en ayant su créer un mouvement d'entraide sociale beaucoup plus efficace que l'OLP, et en reprenant le flambeau de la lutte armée. Avec certes des innovations encore plus atroces que les détournements d'avions par le FPLP : les bombes des kamikazes en plein Tel-Aviv, par exemple...

Il ne s'agit pas d'excuser de telles méthodes, il s'agit de comprendre le niveau de désespoir, d'exaspération, qui anime ces 'bombes humaines', dû à plus de 60 ans d'occupation (la France a été occupée 5 ans... et cela anime toujours, près de 70 ans plus tard, notre vie politique !).

Humiliés, spoliés, dispersés, oubliés, trahis, les Palestiniens restent farouches, révolutionnaires. Le roi de Jordanie a vu son trône trembler. Et bien d'autres. Dont Moubarak, désormais... Un grand journal du Caire titrait hier: "Rafah. la Révolution de la faim".

Rémi Begouen le 27/01/08

Depuis dix ans, les Editions « La Fabrique » (64 rue Rébeval 75019 PARIS, Téléphone et fax : 01 40 15 02 63 ; site www.lafabrique.fr) font connaître des auteurs du Proche-Orient. Elles viennent de leur consacrer récemment un petit catalogue où l'on trouve notamment deux ouvrages que nous citons ci-dessous. Car, comme le souligne « La Fabrique », la grande presse n'en parlera pas, comme d'habitude, et leur diffusion reposera sur le réseau de quelques libraires et lecteurs fidèles.

A travers les murs - L'architecture de la nouvelle guerre urbaine de Eyal Weizman

« Les combats se déroulaient dans des salons, des chambres à coucher et des couloirs à moitié démolis. Ce n'était plus l'ordre spatial établi qui dictait les modalités de déplacement, mais le déplacement lui-même qui organisait l'espace qui l'entourait. »

Lors de la réoccupation des villes de Palestine au printemps 2002, l'armée israélienne a utilisé une tactique inédite : au lieu de progresser dans les rues tortueuses des vieux quartiers ou des camps de réfugiés, les soldats passaient de maison en maison, à travers murs et planchers, évitant ainsi de servir de cibles aux résistants palestiniens. Cette méthode, « conceptualisée » sous le nom de « géométrie inversée » par des généraux qui aiment à citer Debord, Deleuze et Guattari ou Derrida, représente un tournant postmoderne dans la guerre des villes. Les territoires occupés sont ainsi devenus un laboratoire spatial pour de nouvelles techniques d'attaque, d'occupation et de contrôle de populations, qui sont ensuite exportées aux frontières où se livre la guerre globale. Et inversement, la réflexion sur l'urbanisme est largement passée dans des centres de recherche où des militaires travaillent sur l'art de construire / détruire en s'appuyant sur de pseudo-concepts philosophiques. Mais Eyal Weizman montre que ces idées nouvelles – substrat d'une querelle des Anciens et des Modernes dans l'armée israélienne – n'ont pas été étrangères au fiasco libanais de l'été 2006.

Eyal Weizman est architecte. Il dirige le Centre de recherches architecturales du Goldsmiths College (université de Londres). « **A travers les murs** » 13 euros – 144 pages - ISBN: 978-2-91-33 7274-0. En librairie à partir du 20 mars 2008.

Programmer le désastre – La politique israélienne à l'œuvre de Michel Warschawski

« Cette reconquête du XXIe siècle passe par la dérégulation des droits et des acquis, mais surtout par une guerre de recolonisation dont le Proche-Orient est le théâtre prioritaire et l'État d'Israël l'acteur principal. »

Le Hamas a-t-il commis un coup d'État à Gaza ? Est-ce bien le Hezbollah qui a lancé la guerre du Liban de 2006 ? Abou Mazen est-il un dirigeant responsable ou, comme le dit un chauffeur de taxi palestinien, « celui qui dilapide l'héritage d'Arafat et vend nos droits légitimes pour une demi-portion de falafel » ? Qui sont les Anarchistes contre le mur ? Pourquoi le Mouvement de la paix israélien s'est-il désintégré ? Comment Avraham Burg, fleuron de l'establishment ashkénaze, en est-il arrivé à écrire qu'« Israël est une société effrayante » ? Et comment l'État hébreu est-il passé du bon vieux colonialisme plus ou moins collectiviste à un capitalisme mafieux ? Ces questions, Michel Warschawski, qui milite depuis toujours pour une paix véritable en Israël-Palestine, les pose et y répond. Un livre indispensable pour tous ceux qui cherchent à comprendre ce qui se passe entre le Jourdain et la mer et se sentent médiatiquement bafoués.

Michel Warschawski est fondateur de l'Alternative Information Center (Jérusalem-Ramallah).

« **Programmer le désastre** » 9 euros – 96 pages – ISBN: 978-2-91-337272-6

Darfour-Soudan, L'enjeu d'une nouvelle guerre « froide » USA/Chine

Dans le n°192, nous avons publié un article de Bruce Dixon montrant que l'opération "Sauver le Darfour" n'était qu'une "vulgaire arnaque" de préparation psychologique justifiant les prochaines guerres américaines pour le pétrole et les matières premières en Afrique. Sans qu'il soit nécessaire de revenir sur cette campagne de propagande de "prévention d'un génocide", il semble utile de préciser le contexte et les enjeux de la rivalité qui oppose désormais les USA et la Chine dans cette région du monde.

Soudan divisé : une proie facile ?

Le Soudan, ancienne colonie britannique, a été et demeure un pays divisé malgré la réconciliation nationale entre le Nord et le Sud.

Colonisé par les Anglais, ce pays était séparé : le Nord, dirigé depuis l'Égypte, son élite restreinte choyée par le colonisateur, de langue arabe et convertie à l'islam, a eu accès aux universités égyptiennes et a pu intégrer l'appareil d'Etat colonial, dans la capitale Khartoum. En revanche, le Sud détaché du Nord était directement administré par des fonctionnaires britanniques depuis Nairobi au Kenya. Les Sudistes avaient interdiction de parler l'arabe, cette langue commune que pratiquaient les différentes ethnies pour se comprendre et l'islam demeurait religion interdite. Diviser pour régner. Quant au Darfour, cette région autonome de l'Ouest, elle ne fut conquise, rattachée au Soudan par le colonisateur qu'en 1916.

Au Nord, le mouvement d'indépendance parmi l'élite fut fortement influencé par le nationalisme nassérien. Pour contrebalancer cette influence jugée néfaste par les Britanniques, la puissance impériale a manipulé, mobilisé les populations sudistes contre les nordistes. La guerre civile a d'ailleurs éclaté en 1955, un an avant l'indépendance. Elle fut réactivée dans les années 82-90 par les USA qui ont soutenu massivement les guérillas "chrétiennes et animistes" du Sud. Après plus de 2 millions de morts, des accords de paix ont été conclus, les cadres de la guérilla du Sud intégrant l'appareil d'Etat soudanais malgré la disparition, dans des conditions obscures, de leur chef¹.

Toutefois, cette pacification n'a tenu aucun compte du Darfour, cette région

de l'Ouest laissée à son sous développement. Une partie de l'élite soudanaise, originaire de cette région a fait dissidence et s'est lancée dans la rébellion armée. Deux mouvements en sont issus, le SLM, guérilla provenant d'une fraction de la rébellion sudiste et le JEM, organisation "islamiste" sous influence idéologique de Hassan El Tourabi qui, après avoir été le mentor du régime de Khartoum fut jeté en prison pour l'avoir critiqué.

La virulence de cette nouvelle guerre civile trouve son origine, non pas comme on voudrait le faire croire dans des rivalités ethniques et religieuses mais dans les conséquences dramatiques du changement climatique qu'a connu cette région, d'autant que dans ce secteur la population a doublé en 20 ans. Certes, si la manipulation de l'islam a pu jouer, ce ne fut rien en comparaison de la diminution des pluies de 40 % depuis 1980. Les paysans, qui coexistaient jusque là pacifiquement avec les nomades, se sont brutalement trouvés en concurrence avec eux pour l'accès aux puits et ils ne pouvaient plus supporter sur leurs terres devenues plus arides, le passage dévastateur de leurs troupeaux.

Au lieu de remédier à ce problème par l'irrigation, le Gouvernement de Khartoum a instrumentalisé, armé les nomades appauvris, ruinés, pour les transformer en mercenaires contre les mouvements de guérilla. Les "fameux" Janjawids, ces cavaliers soutenus par l'armée soudanaise ont répandu la terreur dans les villages sensés soutenir les rebelles. Depuis 2003, début de la guerre civile au Darfour, cette région fut dévastée avec son cortège de milliers de morts et plus de 2 millions de réfugiés. Jusqu'en 2005, la violence fut extrême. Depuis cette date, la mortalité a brusquement chuté. Elle était de 10 000 morts par mois, elle ne serait plus que de l'ordre de 200.

Et c'est maintenant ... alors même que les rebelles se sont fractionnés en multiples groupes concurrents ... seulement maintenant qu'un "puissant mouvement" dit de la "communauté internationale" tente de convaincre "l'opinion mondiale" de la nécessité d'une "intervention" militaro-humanitaire pour "sauver le Darfour". C'est que la pénétration de la Chine dans ce secteur de l'Afrique change la donne.

La richesse du Soudan et la Chine

Outre ses divisions susmentionnées, ses 400 groupes ethniques qui, malgré tout, ont comme langue commune l'arabe, la sécheresse que connaît le pays où il n'y a plus assez de pâturages et de terres cultivables pour 85 % de la population qui vit, soit d'une agriculture de subsistance, soit de l'élevage de bétails, rend ce pays extrêmement fragile. Et pourtant, il est potentiellement très riche et attire la convoitise des multinationales. Il regorge de poches de gaz naturel importantes, il contient 3 gisements d'uranium qui seraient les plus prolifères du monde et ses réserves de pétrole rivaliseraient avec celles d'Arabie Saoudite. Et pour Coca Cola et Pepsi, sa gomme arabique pour les boissons est une marchandise des plus précieuses.

Qui plus est, ce pays situé au carrefour de l'Égypte, du canal de Suez et de l'Arabie Saoudite, occupe une position stratégique pour les Etats-Unis et pouvait apparaître comme une proie facile tant qu'il semblait instable ; il suffisait d'attendre ...

Mais, depuis quelques années, la donne a changé. Les Etats-Unis sont empêtrés en Irak et en Afghanistan, contestés en Amérique latine, bloqués par la crise financière et la Chine, "l'atelier du monde" est devenue une nouvelle puissance qui prétend faire main basse sur le pétrole africain en négligeant l'Empire US ... Pire, elle négocie avec les Etats de ce continent des conditions plus avantageuses que celles que peut procurer son rival. Non seulement, elle tire déjà 30 % de son pétrole de l'Afrique mais, surtout, au grand dam de Washington, elle traite directement avec ses réserves en dollars, sans passer par la Banque mondiale. Elle se permet de construire des routes, des hôpitaux, des écoles et consent même (à la différence du FMI et ses ajustements structurels qui ont endetté l'Afrique) des prêts souples, sans intérêts aux Etats débiteurs les plus pauvres. En novembre 2006, sa diplomatie s'est faite plus entreprenante : Pékin a réuni un sommet de 40 chefs d'Etats africains. De plus, elle vient de passer un deal pétrolier non seulement avec l'Afrique du Sud mais également avec le Nigeria que les USA considéraient jusqu'ici comme leur chasse gardée.

Depuis 1999, la Chine exploite des concessions soudanaises. Elle a investi

dans ce pays 15 milliards de dollars dont 5 dans le développement des champs pétroliers. Elle y prélève 65 à 85 % des 500 000 barils jours qui en sont extraits. Elle possède 50 % des parts de la raffinerie située près de la capitale, elle a réalisé un nouveau terminal à Port Soudan près de la Mer Rouge.

Ce qui est inacceptable pour les USA et ses alliés occidentaux tel Sarko, c'est qu'à court terme, la Chine puisse se passer de s'approvisionner auprès des grandes compagnies pétrolières occidentales.

Toute la politique menée par les Etats-Unis fidèlement servis par Sarko-Kouchner consiste, derrière le rideau de fumée humanitaire, à déstabiliser le Soudan et tenter d'en évincer la Chine pour s'accaparer le pétrole.

Manœuvres impériales, vers une nouvelle guerre froide ?

Depuis près de 20 ans, les USA s'emploient à appliquer au Soudan leur théorie du " chaos constructeur", en espérant que ce pays démembré, affaibli, finirait par tomber, comme un fruit mûr, dans l'escarcelle des grandes firmes états-uniennes.

En 1995, Washington, tout en soutenant financièrement, matériellement la guérilla sudiste, a classé ce pays dans le registre des " Etats voyous" et depuis 1995, appliqué un embargo, des sanctions économiques en espérant que le régime allait s'écrouler. Clinton s'est même permis de bombarder "par erreur" la seule usine pharmaceutique et de production de lait en poudre dont disposait ce pays. Evidemment, le Gouvernement US ne s'est ni excusé, ni n'a consenti à des réparations !

En 1999, alors que le pays semblait exsangue, appauvri par la guerre civile, par les politiques d'ajustements structurels (29 milliards de dettes soit comparativement à son PNB, 12 fois plus que le Nigeria, 4 fois plus que le Tchad), la construction d'un oléoduc avec la participation chinoise donne une bouffée d'oxygène au régime. Et, contre toute attente, en 2005, le Gouvernement prend des distances avec le fondamentalisme, parvient à un accord avec la guérilla sudiste. Cette réconciliation nationale n'arrange pas les affaires de la superpuissance. Elle va s'activer à renforcer la rébellion du Darfour légitimant ces menées, en dénonçant les exactions que les mercenaires nomades font subir aux populations déshéritées de cette région.

Malgré le soutien apporté aux groupes sécessionnistes, la politique de dés-

tabilisation entreprise par les USA ne semble pas avoir porté ses fruits, tout comme les menées des groupes évangélistes copieusement financés pour alimenter la haine contre les " arabes", tous noirs dans cette région et pratiquant la langue arabe ...

Désormais, le repositionnement stratégique s'exerce à partir du Tchad en s'appuyant sur Sarko qui n'a pas ménagé sa peine pour soutenir le dictateur Déby.

Si le Sénat US avait déjà adopté une résolution en février 2006 pour tracer la ligne, celle de l'envoi de troupes de l'OTAN au Soudan, il revenait à Sarko, nouveau caniche de Bush, de tenter de la mettre en application : la France a donc fait voter, le 31 juillet 2007 par le Conseil de Sécurité de l'ONU, un déploiement de 26 000 soldats et policiers à la frontière soudanaise. Elle espère toujours obtenir l'implication de ses partenaires européens qui semblent plus que réticents à soutenir ce qui reste de plus détestable de la Françafrique.

L'objectif de ces manœuvres n'en demeure pas moins, sous couvert humanitaire, de mettre sous tutelle, de démembrer une grande partie du Soudan afin de faire main basse sur les principales réserves pétrolières de ce pays. Washington veut qu'on l'aide dans cette entreprise ? Un " groupe de contact" a été mis en place à cet effet avec les pays sous égide états-uniennes. Il s'agit de constituer une force d'intervention sous direction de l'OTAN avec la caution de l'ONU. Mais l'affaire n'est pas dans le sac ! La Chine, outre l'utilisation possible de son droit de veto, s'emploie pour l'heure à influencer Khartoum pour régler "au mieux" le contentieux du Darfour.

Reste qu'une intervention militaro-humanitaire demeure probable ce qui fait dire au Président de Médecins sans frontières, principale organisation véritablement humanitaire qui œuvre dans les camps de réfugiés, qu'une telle hypothèse serait catastrophique. Elle compromettrait l'approvisionnement en nourriture, eau potable et soins médicaux de plus d'un million de personnes.

Gérard Deneux

Le 19.03.2008

Sources : sur le site de Michel Collon, les articles de F William Engdahl, auteur de "Un siècle de guerre. La politique anglo-américaine du pétrole", de Sarah Flonnders, de Frédéric de Lorca ... www.michelcollon.info

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' "Alternative Libertaire" n° 171 (mars 2008). En novembre dernier Alternative Libertaire a changé de formule. Disponible par abonnement et en kiosque (ils sont plus nombreux à être desservis), AL coûte dorénavant 2 euros. Le tarif de l'abonnement est lui aussi en baisse : 20 euros pour un an.

Encore un gadget mémoriel !

Après la lecture obligatoire (et contestée !) de la « lettre de Guy Môquet » à toutes et tous les lycéens, ce sont désormais les enfants de CM2 qui font l'objet de la sollicitude envahissante de Nicolas Sarkozy.

Confier, sur l'« intuition présidentielle » (dixit le ministre Darcos), la mémoire d'un enfant juif français mort en déportation à un enfant ou à une classe entière, confirme la volonté sarkoziste de faire du passé une turbine à émotions déshistoricisées.

On ne peut piocher à sa guise dans l'histoire.

Le génocide des Juifs d'Europe ne peut être abordé sans comprendre et sans faire la pleine lumière sur ce qui a permis l'existence et l'ascension des fascismes et du nazisme. On ne peut décontextualiser les faits et événements passés sous peine de faire de l'histoire un chaos incompréhensible dont l'interprétation serait l'apanage d'hommes providentiels et fatalement clairvoyants.

Antifascistes et antiracistes de toujours, nous ne pouvons bien sûr pas oublier l'horreur des crimes nazis. Mais, révolutionnaires, nous nous élevons contre une vision de l'histoire construite autour de coups marketing, une histoire dont le seul moteur serait les larmes de crocodile du président de la République.

AL, le 20-02-2008

Nous publions ci-dessous les deux premières parties d'un texte de Philippe Mühlstein, membre du conseil scientifique d'Attac, qui pose le problème des transports et de l'énergie dans toutes ses dimensions politiques, écologiques et sociales. La troisième partie, que nous publierons dans notre prochain numéro, sera consacrée aux propositions pour une autre politique de transport.

Énergie, transport et effet de serre ; L'impasse néo-libérale (1)

Consommation d'énergie et changement climatique : le transport en première ligne

L'analyse du rôle du transport dans la consommation d'énergie et l'effet de serre nécessite de prendre le risque d'« assommer » le lecteur avec beaucoup de données.

La consommation totale d'énergie primaire dans le monde a presque doublé depuis 1973 pour atteindre à 11,4 milliards de tonnes équivalent pétrole (tep) en 2005, à 81% d'origine fossile, donc non renouvelable¹. L'utilisation des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) s'accompagne toujours d'une combustion et contribue donc fortement à l'effet de serre : par exemple, la combustion d'une tonne de pétrole émet 3,04 tonnes de gaz carbonique (CO₂). Principal gaz à effet de serre (GES), ce dernier est responsable de 77% du phénomène à l'échelle planétaire ; les combustibles fossiles contribuent pour 57% à l'ensemble.

Qu'en est-il de la responsabilité des transports ? Depuis un siècle et demi, dans le monde, le trafic moyen de voyageurs est passé de 1 500 à 4 500 kilomètres par an et par habitant (intensité du trafic multipliée par 3) ; celui des marchandises est passé de 10 à 10 000 tonnes.kilomètres par an et par habitant, soit une intensité du trafic multipliée par 1 000⁵.

Depuis 1970, les émissions globales de GES ont crû de 70% et celles du transport de 120%. Il a absorbé près de 28% de l'énergie finale⁶ consommée dans le monde, à 95% sous forme de produits pétroliers et a rejeté près de 25% du CO₂ émis par les usages d'énergies fossiles, plus de 80% des émissions du transport pouvant être attribués aux transports routiers⁷.

Les politiques de transport sont très liées aux conflits géopolitiques pour le contrôle des ressources pétrolières ; l'institution de la « civilisation de la bagnole » dans les pays riches a reposé sur le pari d'un pétrole toujours abondant et pas cher. Ce pari étant perdu d'avance,

L'effet de serre

L'accroissement anthropique (= dû aux activités humaines) de l'effet de serre et le changement climatique associé constituent la principale menace environnementale pour le futur de l'humanité. Le débat scientifique sur le rôle des activités humaines dans le réchauffement climatique est clos depuis la publication du quatrième rapport scientifique du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) en février 2007². La concentration du CO₂ dans l'atmosphère terrestre est passée de 280 ppmv (parties par millions en volume) en 1750, avant l'ère industrielle, à 379 ppmv en 2005, en croissance d'environ 2 ppmv par an. Grâce aux carottages effectués dans les glaces antarctiques, on sait qu'une telle concentration n'a jamais été atteinte au cours des 650 000 dernières années. La croissance du « stock » de GES s'accroît avec celle du « flux » : les émissions ont augmenté de 1,3% par an en moyenne de 1990 à 2000, mais de 3,3% par an ensuite³.

Onze des douze dernières années (1995-2006) figurent parmi les plus chaudes depuis que l'on enregistre les températures de surface mondiales (1850). La température moyenne du globe s'est élevée de 0,74°C de 1906 à 2005 et pourrait s'élever de 6,4°C en 2100 par rapport à 1990 dans le pire scénario du GIEC.

Un tel rythme correspondrait à l'équivalent du passage d'une période glaciaire à une période chaude en 100 ans au lieu de 15 000 ans environ en situation naturelle, ce qui donne une idée de la violence du choc pour les écosystèmes, notamment végétaux, et bien entendu pour les sociétés humaines. En Europe de l'Ouest, l'élévation de la température moyenne a été de + 1,6°C entre 1880 et 2005. Le niveau de la mer a monté de 1,8 mm/an en moyenne depuis 1961 et de 3,1 mm/an depuis 1993, ce qui a déjà suscité des milliers de « réfugiés climatiques » en Asie. Leur nombre pourrait atteindre 150 millions au milieu du siècle, car le GIEC prévoit une hausse du niveau des océans comprise entre 18 et 59 cm en 2100, qui pourrait même s'élever à 1,40 m selon l'Institut australien du climat, étant donnée l'accélération de la fonte des glaces terrestres.

Les émissions mondiales anthropiques de GES dues aux usages énergétiques ont atteint 27,1 milliards de tonnes d'équivalent CO₂⁴ en 2005 (soit 4,2 tonnes/habitant), alors que les émissions totales ne devraient pas excéder 12 milliards de tonnes pour rester compatibles avec les capacités d'absorption de la planète (soit 1,9 tonnes par habitant avec la population de 2005). De plus, ces capacités décroissent de 1% par an depuis 1959 (Cf. note 3), à cause notamment de la déforestation et du réchauffement des océans.

du fait du caractère fini des ressources terrestres, c'est la bonne vieille « politique de la canonnière » (Cf. les guerres d'Irak) qui prolonge, pour peu de temps, l'illusion.

Dans l'Union européenne à 27, la consommation d'énergie finale s'est élevée à 1,17 milliards de tep en 2005, dont 31% ont été absorbés par le transport (premier secteur consommateur), 82% de cette part ayant été consommés par le transport routier. Toujours en 2005, le transport a en outre consommé 70% de la demande européenne de produits pétroliers et a rejeté 20% des gaz à effet de serre (GES) émis dans l'Union, dont le total a atteint 5 milliards de tonnes équivalent CO₂⁸.

La fringale énergétique du transport se vérifie bien entendu en France,

comme le montre le tableau 1⁹.

De 1973 à 2006, la consommation finale énergétique française a crû de 21% et celle du transport de 94%. Ce secteur, qui représentait en début de période 20% de la consommation finale, en représentait 32% en 2006. La consommation du secteur résidentiel/tertiaire, le plus consommateur avec 44% du total, n'a crû « que » de 25% et celle des autres secteurs (sidérurgie, industrie, agriculture) a diminué. Le transport dépend globalement du pétrole pour 96% de sa consommation d'énergie.

La politique française des transports menée avec constance depuis la seconde guerre mondiale se traduit dans le partage actuel des trafics (Cf. tableau 2)¹⁰.

L'hégémonie des transports routiers

est la cause principale de la dépendance énergétique du transport vis-à-vis du pétrole. Le trafic routier de marchandises a été multiplié par 2,4 entre 1985 à 2006 et on note l'importance, d'ailleurs croissante, du trafic de transit.

Les modes de transport ont des rendements énergétiques très différents et défavorables au mode routier dominant¹¹. Compte tenu des taux d'occupation observés, une même dépense d'énergie permet à un voyageur de parcourir en TGV une distance 4,5 plus grande qu'en voiture et 9,5 plus grande qu'en avion. Pour les déplacements urbains, la distance possible est 11 fois plus importante en tramway et 2,5 fois plus importante en bus qu'en voiture. Quant à la tonne de fret, elle parcourt avec la même consommation d'énergie 5 fois plus de distance par cabotage maritime, 4 fois plus par train entier et 2 fois plus par voie fluviale, que par poids lourd. Ce dernier reste cependant 20 fois meilleur que l'avion cargo en trafic intérieur.

Le recours au transport aérien pour

Tableau 1 : Consommation finale d'énergie des secteurs d'activité en France en 2006

Secteurs d'activité	Consommation toutes énergies		Dont pétrole raffiné	
	Millions de tep	Répartition	Millions de tep	Répartition
Sidérurgie	6,1	3,8%	0,0	0,0%
Industrie	31,3	19,4%	5,9	8,2%
Résidentiel/tertiaire	70,6	43,7%	14,7	20,4%
Agriculture	2,9	1,8%	2,2	3,1%
Transports	50,9	31,5%	49,1	68,2%
Total	161,7	100%	72,0	100%

de courts trajets intérieurs constitue ainsi, pour les voyageurs comme pour le fret, une aberration énergétique et environnementale... qui se développe. En revanche, l'énergie finale consommée par le transport ferroviaire est inférieure à 2% du total consommé par le transport ce qui, rapproché de ses parts de trafics (environ 10%), montre globalement ses atouts énergétique et donc environnemental par rapport aux autres modes de transport (Cf. tableau 4).

La généralisation de la climatisation (15 à 30% de consommation supplémentaire de carburant en utilisation soit 2 à 5% de plus sur une année entière en

France, selon l'ADEME), l'alourdissement des véhicules lié à des exigences accrues de confort et de sécurité passive mais aussi à la vogue publicitaire des « 4x4 », et surtout la croissance des trafics ont plus qu'annulé les progrès des moteurs depuis 25 ans, en termes de consommation et d'émission de CO₂. C'est pourquoi dans l'Europe des 15, les émissions de GES par les transports routiers ont crû de 25% entre 1990 et 2005¹².

En France, alors que les émissions totales de GES ont légèrement baissé de 1990 à 2005, le secteur des transports est à la fois et de loin, du fait de la croissance des déplacements routiers, le premier émetteur de gaz à effet de serre et celui où les émissions croissent le plus vite, comme le montrent les tableaux 3 et 4¹³.

Ces inventaires ne tiennent pas compte des transports internationaux aériens et maritimes. Les émissions mondiales de l'aviation civile sont estimées à 3% des émissions globales et à 13% de celles du transport¹⁴; celles de l'Europe des 15 ont crû de 44% entre 1990 et 2005 (Cf. note 12). En France, le trafic aérien intérieur et international, en passagers, a crû de 90% entre 1990 et 2006¹⁵. Quant au commerce maritime mondial, il est passé de 2,5 milliards de tonnes transportées en 1970 à 6,1 milliards de tonnes en 2003¹⁶.

Corrélativement aux efficacités énergétiques, un déplacement de voyageurs ou de fret par train, bateau ou péniche rejette beaucoup moins de GES que par route ou par air. On évalue à 174 300 tonnes les rejets de CO₂ supprimés par le report d'un milliard de voyageurs.kilomètres de l'avion vers le train, à 106 000 tonnes si ce report a lieu depuis l'automobile et à 127 300 tonnes les rejets supprimés par le report d'un milliard de tonnes.kilomètres du poids lourd vers le train. L'enjeu d'un autre partage des trafics est clair.

Dans la mesure où l'accroissement de l'effet de serre se manifeste déjà par des phénomènes climatiques extrêmes (inondations, orages et tempêtes, canicules,...) y compris dans les régions tempérées, il renforce localement la pollution atmosphérique. La cani-

Tableau 2 : Répartition des trafics par mode de transport en France en 2006

Voyageurs		Marchandises	
Voitures particulières :	82,9%	Poids lourds (tous pavillons) :	81,4%
Transports ferroviaires :	10,5%	dont transit :	14,8%
dont SNCF :	9,0%	Transports ferroviaires :	10,8%
Autobus et autocars :	5,1%	dont SNCF :	10,7%
Avions trafic intérieur :	1,5%	Oléoducs à plus de 50 km :	5,7%
		Voies navigables :	2,1%
100% = 873 milliards de voyageurs.km		100% = 381 milliards de tonnes.km	

Tableau 3 : Répartition des émissions de gaz à effet de serre directs en France en 2005

Secteurs d'activité	Emissions en 2005 (millions de t. équ. CO ₂)	Répartition en 2005	Evolution depuis 1990
Transport	146,9	26,5%	+ 21,8%
Résidentiel - Tertiaire	102,3	18,5%	+ 15,2%
Industrie manufacturière	114,5	20,7%	- 19,4%
Industrie de l'énergie	70,8	12,8%	- 10,3%
Agriculture - Sylviculture	104,8	18,9%	- 11,1%
Traitement des déchets	14,1	2,5%	- 11,7%
TOTAL (hors puits)	553,4	100%	- 1,9%

Tableau 4 : Les émissions de gaz à effet de serre directs du transport en France en 2005

Modes de transport	Emissions en 2005 (millions de t. équ. CO ₂)	Répartition en 2005	Evolution depuis 1990
Aérien (domestique)	4,9	3,3%	+ 8,9%
Routier	135,2 (*)	92,0%	+ 19,5%
Ferroviaire	0,7	0,5%	- 36,4%
Maritime (domestique)	2,6	1,8%	+ 52,9%
Autre	1,0	0,7%	non connu
Gaz fluorés non répartis	2,5	1,7%	non connu
TOTAL (hors puits)	146,9	100%	+ 21,8%

(*) Les émissions du trafic routier se répartissent ainsi : 56% pour les automobiles, 26% pour les poids lourds, 17% pour les utilitaires et 1% pour les deux roues.

cule de l'été 2003 a provoqué une forte et nocive pollution à l'ozone, par effet photochimique, et les 15 000 décès de personnes âgées survenus en France ne sont pas dus qu'à l'hyperthermie mais aussi aux pollutions régionales d'origine routière. Leurs impacts sanitaires sont considérables; elles seraient, en France, directement responsables, en moyenne annuelle, de 17 600 décès prématurés – bien plus que l'insécurité routière – et de 13,7 millions de journées d'incapacité de travail, pour un « coût économique » équivalent à 1,7% du PIB national¹⁷.

Le transport au service de la mondialisation capitaliste

Comment, pourquoi et pour qui le transport contribue-t-il depuis des décennies à rendre le développement humain insoutenable ?

Le rapport de force instauré au profit du capital par la contre-réforme néolibérale des années 1980 a permis de restaurer des taux de profits rabaotés durant la parenthèse des « trente glorieuses ». L'ouverture mondiale des marchés place la main-d'oeuvre des pays riches en concurrence avec celle des pays « en développement » et mate sa résistance. Les propriétaires du capital veulent aussi transporter au plus bas prix possible, vers les marchés de consommation, les produits fabriqués dans les pays à bas coûts social, fiscal et environnemental. En effet, il faut que la plus-value tirée des exploités de ces pays ne se perde pas – c'est le cas de le dire – en route. Le secteur du transport est donc « libéralisé », selon un processus toujours en cours, intervenu successivement dans tous les modes de transport.

Les baisses de prix du transport ont résulté du dumping social, qui s'est traduit par la transformation de marins et de chauffeurs routiers en esclaves modernes, par les hausses considérables des trafics évoquées supra et aussi par le saccage de l'environnement. Les bilans des récentes « marées noires » de l'*Erika* et du *Prestige* se passent de commentaire. Les transports aériens sont maintenant concernés, avec les privatisations en série des compagnies nationales et le développement, encouragé par les politiques publiques, des compagnies dites low cost. Quant aux réseaux ferroviaires, leur ouverture forcée à la concurrence¹⁸ s'est traduite, en Europe, par la séparation artificielle des infrastructures et des services de transport, au détriment de l'efficacité technique et économique du rail, mais aussi de la sécurité des circulations, comme l'a illustré le cas de la Grande-Bretagne.

Les transports façonnent les territoires, l'urbanisme, les modes de vie... et

sont façonnés par eux. L'urbanisme « fonctionnaliste » mis en place après la seconde guerre mondiale a créé le « zonage » : logements en périphérie, emplois au centre (tertiaire) ou en banlieue éloignée (industrie), commerces dans d'autres banlieues. Ces orientations ont obligé les citoyens à augmenter leurs distances de parcours et à accroître leurs déplacements quotidiens, notamment domicile-travail. La colonisation des centres-villes par les bureaux y a fait augmenter le prix des logements, avec pour conséquence de réserver ceux-ci aux ménages aisés. La ségrégation sociale a ainsi été encouragée, ainsi que l'étalement urbain sous forme de péri-urbanisation « à la Californienne ». Or, l'habitat dispersé se prête mal aux dessertes par les transports en commun et la motorisation de masse est une réponse obligée à ce type d'urbanisme. Tout a donc été fait pour imposer l'usage de l'automobile en zone urbanisée.



Bien au delà du milieu du 20ème siècle, les politiques d'aménagement du territoire ont été conduites selon les mêmes principes, divisant le territoire en zones de développement agricole, industriel, commercial, touristique... qui sous-estimaient la cohésion territoriale, la géographie et les nuisances du transport. Le corollaire de cette séparation artificielle a été une vigoureuse politique autoroutière, censée « favoriser le développement local » et « désenclaver les territoires ». Un des principes essentiels guidant l'aménagement du territoire est que l'irrigation par de grandes infrastructures de transport garantit son développement et a contrario que leur absence ou leur insuffisance le condamne. Ce n'est en rien prouvé et de nombreux contre-exemples peuvent même être cités, montrant qu'une grande infrastructure a souvent un effet de pompe qui vide les zones peu denses lorsqu'une autoroute améliore la liaison entre celles-ci et un grand centre.

A l'expérience, le développement socio-économique par les infrastructures de transport relève plus du slogan que de la réalité¹⁹. En revanche, il est certain qu'elles facilitent et surtout – c'est l'aspect le plus grave – suscitent les déplacements.

Concernant les marchandises, le discours dominant se dispense de démonstration et pose comme axiome que le li-

bre-échange et donc l'augmentation du transport sont indispensables à la croissance économique, sans remettre d'ailleurs en question cette dernière en tant que condition suffisante au bien-être. En réalité, l'accroissement des déplacements de marchandises n'est pas un fait inéluctable, mais une caractéristique du stade actuel néolibéral du capitalisme. Cette croissance destructrice est l'un des piliers sur lesquels reposent les gains de productivité de ces dernières décennies dans l'industrie et la grande distribution.

Les méthodes modernes de gestion (« zéro stock », « flux tendu » ou « juste à temps ») conduisent à multiplier les transports pour suivre au plus près l'utilisation des marchandises, qu'il s'agisse de production ou de commercialisation, plutôt qu'à massifier le transport par du stockage. Les économies de gestion des stocks découlent ainsi de la circulation d'un flux ininterrompu de véritables « stocks roulants » sous forme de camions. La possibilité de multiplier sans limite les flux confère aussi un aspect secondaire à la localisation de la production ; elle permet de scinder la chaîne de production en autant de maillons que nécessaire pour les localiser, au cas par cas, en des lieux judicieusement choisis afin de minimiser les charges sociales, fiscales ou environnementales de production.

Un rapport de l'Institut allemand de Wuppertal a montré que les différents ingrédients nécessaires à la fabrication d'un simple pot de yaourt aux fraises (fruits, lait, levure, sucre, pot, opercules, étiquettes...) parcouraient au total 9 115 kilomètres avant d'être réunis, avec à la clé la consommation de 40 grammes équivalent pétrole par kilo de yaourt. Selon l'ADEME, la délocalisation de la production des blue-jeans conduit leurs matières premières et leurs différents composants à parcourir près de 30 000 kilomètres, soit l'ordre de grandeur du tour du monde, et à émettre près de la moitié du poids du produit final en gaz carbonique.

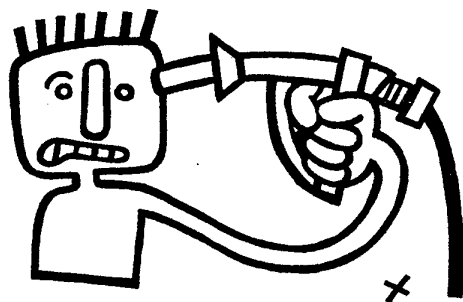
On connaît aussi l'histoire de cet industriel allemand qui envoie ses pommes de terre se faire laver et découper dans le Sud de l'Italie pour les rapatrier ensuite et les revendre en Allemagne, ou encore l'aberrant périple des crevettes danoises, acheminées à travers les Pyrénées jusqu'au Maroc où elles seront décortiquées à bas prix, puis renvoyées au Danemark d'où elles repartiront vers leurs lieux de commercialisation.

Un dernier exemple illustre parfaitement le lien étroit entre dumping social et destruction de l'environnement²⁰ : depuis des décennies, la société Young's Seafood pêchait en mer d'Ecosse des langoustines qui étaient décortiquées à la machine dans deux usines proches du lieu de pêche, pour être commercialisées sur le marché britannique ; il y

avait donc un conditionnement sur place de ce que l'on pêchait et consommait aussi sur place. Le fonds d'investissement états-unien CapVest, qui a racheté cette société et souhaitait augmenter ses bénéfices, a décidé à cette fin, tous calculs faits, de congeler les langoustines dès leur débarquement puis de les ré-embarquer sur des porte-conteneurs à destination de la Thaïlande, où elles sont décortiquées à la main (dans une usine appartenant à Findus) avant d'être re-congelées et ré-embarquées pour l'Ecosse pour y être cuites et vendues. Pour quel bilan ?

Une escapade de 9 semaines pour les langoustines, 27 000 kilomètres aller/retour et consécutivement, selon l'association *Les Amis de la Terre*, 1,5 tonnes de CO₂ émis par tonne de langoustine compte tenu du gazole brûlé dans les chaudières des navires (soit 600 à 900 tonnes de CO₂ par an au total), 120 emplois supprimés dans la région située à l'Ouest de l'Ecosse (où il n'y en a pas pléthore) et transférés à des ouvriers thaïlandais payés 65 centimes d'euros de l'heure. Une précision: la mondialisation de la langoustine n'a pas profité au consommateur britannique, qui paye le même prix qu'avant, mais uniquement à l'actionnaire de CapVest. *Au fait, n'est-ce pas le seul but réel de la mondialisation néo-libérale ?*

Cette « optimisation économique » est rendue possible par la sous tarification du transport due à un excédent global de l'offre, qui fait de celui-ci une variable d'ajustement de décisions économiques prises dans la production et la commercialisation, dont le transport est chargé d'assumer les tensions et les contradictions. Cette offre surabondante découle, comme on l'a montré, de la dérégulation généralisée du secteur, mais aussi de la quasi-gratuité, pour les industriels chargeurs, des impacts considérables du transport sur l'environnement et la vie quotidienne des populations.



Le transport est ainsi un moyen privilégié de transférer des coûts privés vers l'ensemble de la collectivité, car parmi les activités suscitées par la primauté de l'économie dans le capitalisme, c'est la seule à se déployer en totalité dans l'espace public.

Selon une étude récente²¹, les effets du transport sur l'homme et l'environnement – effets dits « externes », car non pris en compte par le marché – dans l'Europe à 15 plus la Suisse et la

Norvège, représentent un coût pour la collectivité équivalent à 7,3% du PIB de cet ensemble de pays soit 650 milliards d'euros (hors coûts de congestion), ordre de grandeur de la contribution des transports au PIB européen (10%). Le transport routier provoque 83,7% de ces coûts, l'avion 14%, le rail 1,9% et la voie navigable 0,4%. En rapportant les coûts au trafic de chaque mode de transport, on constate par exemple que les coûts externes relatifs au rail sont 3,3 fois inférieurs à ceux de la voiture particulière pour le transport des passagers et 4 fois inférieurs à ceux du poids lourd pour le transport des marchandises.

L'utilisation de ces évaluations monétaires permet d'établir que les coûts des atteintes à l'environnement des poids lourds en transit « pur » à travers la France, ne rapportant donc rigoureusement rien à la population, atteignent une valeur proche de 4 milliards d'euros par an. Dans la mesure où la construction de 2 500 kilomètres supplémentaires d'autoroute est prévue par le Conseil général des Ponts et Chaussées dans les 10 ans à venir, il faut en déduire que la technocratie estime profitable de transformer davantage encore notre pays en « couloir à camions »...

Philippe Mühlstein
Conseiller scientifique d'Attac-France – 22/11/2007

[La troisième partie de cette étude, que nous publierons dans le prochain numéro d'ACC (n° 194, mai 2008), est consacrée à la définition d'« Une autre politique de transport » où l'auteur évoque la nécessité de la démocratisation des prises de décisions, la nécessité d'une redéfinition des services publics, d'une réorientation des investissements et de la décentralisation. Il y évoque les implications à prévoir sur les comportements de consommation et la limitation des déplacements.]

1 Key World Energy Statistics 2007 ; OCDE / Agence Internationale de l'énergie, 2007, <http://www.iea.org/>.

2 Il indique que « l'essentiel de l'augmentation observée des températures moyennes depuis le milieu du 20^{ème} siècle est très vraisemblablement dû à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrées par l'homme ». Pour le GIEC, « très vraisemblablement » signifie « avec une probabilité supérieure à 90% ».

3 Groupe international de recherches Global Carbon Project, dont les travaux ont fait l'objet d'un article de Corinne Le Quééré dans la revue *Science* de mai 2007, cité par *Libération* du 6/11/2007.

4 Les émissions des gaz autres que le CO₂ impliqués dans l'effet de serre (méthane, protoxyde d'azote, hydrofluorocarbures, perfluorocarbures, hexafluorure de soufre) sont exprimées en tonnes équivalent CO₂ en utilisant des coefficients de conversion tenant compte de leur pouvoir de

réchauffement global (PRG), c'est-à-dire de leur contribution respective au réchauffement climatique.

5 Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), France, 2003.

6 Le passage de l'énergie primaire à l'énergie finale a lieu en tenant compte, notamment, des consommations pour la production d'énergie, de leurs rendements et des consommations non énergétiques de produits fossiles.

7 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Rapport 2003.

8 EUROSTAT (Office des statistiques de l'Union européenne).

9 Direction générale de l'énergie et des matières premières, dépliant *Statistiques énergétiques France*, 4/2007.

10 Ministère chargé des Transports (DAEI-SESP), *Les comptes des transports en 2006*, 6/2007.

11 Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), *Vademecum de l'évaluation des efficacités énergétiques et environnementales du secteur des transports en 2000*, 12/2002.

12 Agence européenne de l'Environnement, *Annual European Community greenhouse gas inventory 1990-2005 and inventory report 2007*, 27/5/2007.

13 Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique (CITEPA) ; format PNLCC ; mise à jour 14/2/2007. Le CITEPA fournit chaque année au gouvernement le recensement des contributions de chaque secteur économique français aux diverses pollutions atmosphériques, notamment les GES dans le cadre du « Plan national de lutte contre le changement climatique » (PNLCC).

14 Sénat, rapport n°224 de M. Deneux, session 2001-2002.

15 Direction générale de l'aviation civile (DGAC), dans *Les comptes des transports en 2006* (op. cit.).

16 Réinventer la mondialisation, Stéphane Lauer, Article, *Le Monde*, 11-12/6/2006.

17 Etude de l'OMS publiée en septembre 2000 par la revue scientifique médicale britannique *The Lancet*.

18 Voir la note de 2007 du Conseil scientifique d'Attac : Sur la « libéralisation » du transport ferroviaire, accessible sur le site de l'association à l'adresse : www.france.attac.org/IMG/pdf/Attac-Transports-Rail-20-9.pdf. Ce texte a aussi été publié par *A Contre Courant* sur 3 numéros : du n° 180 (Décembre 2006 - Janvier 2007) au n° 182 (Mars 2007), disponibles en accès libre format pdf sur le site d'ACC : acontrecourant.info.

19 Pour une politique soutenable des transports, Dominique Dron et Michel Cohen de Lara, rapport au ministre de l'Environnement, La documentation française, septembre 1995.

20 Et maintenant, la langoustine mondiale, Article, *Le Canard Enchaîné*, 6/2/2006.

21 Etude publiée en octobre 2004 et portant sur l'année 2000, réalisée conjointement par deux instituts de recherche, l'un allemand (IWW, Université de Karlsruhe) et l'autre suisse (INFRAS, Zürich), présentée le 6 octobre 2004 à la Commission et au Parlement européens.

La Santé, un marché ... juteux !

Business

"175 cliniques, c'est le tableau de chasse de la Générale de Santé depuis que ses dirigeants ont décidé de racheter tout ce qui ressemble à de l'hospitalisation privée. Cette boulimie en fait aujourd'hui le 1^{er} groupe européen. Son cours de Bourse a explosé : + 300% depuis 2002. Et pour 2006, en guise d'étrennes, elle a distribué 420 millions de dividendes à ses bienheureux actionnaires".

"La société Vitalia a englouti 50 cliniques en un an. Pour le plus grand bonheur du fonds de pension américain Blackstone, qui détient 35% de son capital. Un vrai mastodonte, celui-là, puisqu'il vient de s'offrir le groupe hôtelier Hilton pour 25 milliards de dollars".

"Les **cliniques** ne sont plus, dans la majorité des cas, la propriété des chirurgiens qui y travaillent. Elles **appartiennent** le plus souvent à **des sociétés internationales** qui ont des activités dans d'autres secteurs que la santé, dont les actionnaires exigent des taux de rentabilité du capital supérieurs à 20 %. C'est le cas de la Générale de Santé (filiale de Veolia qui vient d'acheter une chaîne de cliniques en Grande Bretagne), de Vitalia mais aussi de fonds d'investissement, comme 21 Centrale Partners, lié à la famille Benetton, qui a acquis la clinique Chanteclair à Marseille "base d'un futur pôle d'excellence constitué de plusieurs cliniques". Le secteur de la santé française attire donc des capitaux internationaux en attente d'une vague de privatisations".

Un véritable business que le rachat des cliniques privées ! d'autant plus lucratif depuis la réforme inscrite dans le Plan Hôpital 2007, dite de "**la tarification à l'activité**" **T2A** qui permet de rémunérer les établissements en fonction de leur activité. "*Chaque patient, chaque acte est affecté d'un coefficient de financement et le budget est lié au nombre d'interventions. Hôpitaux publics et cliniques privées sont ainsi financés de la même manière. Le "bon client" est celui qui nécessite des soins ou une chirurgie avec hospitalisation courte de préférence. Les patients qui souffrent d'une maladie chronique (le diabétique*

qui a besoin de dialyse ou encore les malades en long séjour ...) ne sont pas "rentables".

La T2A faite pour le privé

L'objectif gouvernemental affiché de "**convergence public-privé**" est digne de la novlangue néo-libérale, et ce, en raison d'une différence structurelle entre les deux, ayant un impact sur les coûts. Les cliniques privées choisissent leurs "clients", les hôpitaux publics ont obligation d'accueillir et de soigner tous les malades. L'hôpital doit assurer la permanence des soins 24H sur 24, et avoir des lits vides prêts pour faire face à tout besoin. Contrairement à une clinique, il ne peut pas viser une occupation à 100%. "*Ne pas financer les 15 à 20 % de places*

mans qui allaitent leur bébé au bout de 3 jours et non plus de 5, qui s'interroge sur la "nécessité de gestion" qui peut provoquer les accouchements pour ne pas avoir à mobiliser des équipes de nuit !

La tarification à l'acte **regroupe des pathologies similaires et leur affecte des codes**. "*Or, il existe environ 10 000 pathologies pour seulement 700 codes définissant des groupes "homogènes" de séjours. Chaque groupe se révèle en réalité hétérogène et comporte plusieurs pathologies. Comme par hasard, au sein d'un même groupe "homogène", les pathologies simples correspondent à l'activité principale des cliniques privées, alors que les plus complexes et les plus graves correspondent à l'essentiel de l'activité des hôpitaux publics. Ainsi, la sinusite chronique est pour la clinique, la tumeur ORL pour l'hôpital ; le stimulateur cardiaque pour la clinique, l'insuffisance cardiaque pour l'hôpital. De plus, lorsqu'il s'agit d'activités purement hospitalières, tels le traitement des leucémies ou les réanimations les plus lourdes, leur financement a souvent été sous-estimé.*"

Résultat. "*Sur les 45 millions d'admissions enregistrées chaque année, l'hôpital public assure 57 % des soins de médecine, de chirurgie et d'obstétrique. Les cliniques privées, seulement 34 %. Mais, dès qu'il s'agit de chirurgie légère, les proportions s'inversent : dans deux cas sur trois, c'est la clinique qui coupe, découpe, recoud. Les prothèses de hanche, les hernies discales, les ablations de la vésicule, les drains dans les oreilles ou les varices, c'est pour elle. Aux praticiens hospitaliers la chirurgie cardio-thoracique, les greffes, le "lourd". Urgences et réanimations sont assurées à 90 % par l'hôpital public. De même que les maladies rares, la psychiatrie ou l'Alzheimer (à 97 %).*"

L'on assiste à une augmentation de 9% du codage d'activité des établissements privés, dont certains disposent d'un logiciel permettant de trouver le codage correspondant à la facturation maximale pour la Sécurité sociale.

C'est la course de vitesse pour multiplier le nombre d'actes qui va permettre du profit, redistribué aux actionnaires lorsqu'il s'agit de cliniques privées, rachetées par les mastodontes des fonds d'investissement. "*Les pros du bistouri ont reçu le message 5 sur 5 : les hospitalisations de moins de un jour ont grimpé de 22 % ! Quant à la chirurgie ambulatoire, 7 actes sur 10 ont lieu dans le*



vides, ce serait comme payer les pompiers seulement quand il y a le feu !". Par ailleurs, le privé externalise un certain nombre d'actes avant hospitalisation, ce qui diminue d'autant ses coûts.

La T2A crée une **évaluation des gestes techniques** et **ne tient compte ni du patient** et de sa situation sociale, psychologique, ni des circonstances de la pratique de l'acte chirurgical, encore moins des notions d'accompagnement du malade. Ce qu'a dénoncé récemment le personnel de la maternité des Bluets à Paris qui s'inquiète de la pratique qui s'instaure de faire sortir les jeunes ma-

privé. **De l'or en barre**".

Pognon ou déontologie: certains ont choisi...

Il y a de l'argent à se faire. Certains ne s'en privent pas, d'autant que l'existence (depuis une loi de 1980, jamais remise en cause !) du secteur II, celui de la liberté tarifaire, qui permet aux chirurgiens à pratiquer, dans l'hôpital public où ils exercent, des honoraires libres considérés comme du "secteur privé", autorise des abus connus, dénoncés et rarement sanctionnés. Il convient, dit la loi, d'en user avec "tact et mesure" et de veiller à ce que les patients, qu'ils passent par le public ou choisissent d'être reçus par un praticien dans un cadre libéral, aient le même accès aux soins et soient reçus dans les mêmes délais. Une enquête parue dans "Aujourd'hui en France"¹ démontre que si certains médecins jouent le jeu, certains font peu de cas de cette règle déontologique. Les patients qui paient plus cher sont favorisés dans l'obtention des rendez-vous. Un test téléphonique effectué auprès de 4 grands services médicaux de l'AP-HP² de 4 hôpitaux différents a révélé qu'une consultation publique en chirurgie esthétique coûte 23€ et 150€ dans le privé avec 8 mois de différence pour obtenir le rendez-vous ; en dermatologie: pour les consultations publiques: un répondant, pour les consultations privées: 200€ et un délai de 2 mois...

"En clinique, les dépassements d'honoraires des libéraux ont représenté 470 millions en 2006. Normal : 8 chirurgiens sur 10 sont en secteur II. En ophtalmo, le chef de service du CHU de Montpellier gagne 72 000€. Tentant, non ? Sur le terrain, ça donne la prothèse de hanche à 225€ dans le public et à 454€ en clinique, le cristallin à 91€ contre 20, une banale coloscopie à 60€ contre 105. Parfois même beaucoup plus."

Autre résultat : le taux de rentabilité des cliniques privées est de 15,7 % en 2005, soit 5 points de mieux en un an. Deux tiers d'hôpitaux publics sont en déficit et peinent à contenir l'hémorragie de leurs patriciens... L'enveloppe prévisionnelle pour les hôpitaux publics ayant été prévue à 10 % des recettes globales fournies par la T2A, **90 % des hôpitaux publics** – dont 29 des 32 CHU – **vont être en déficit, voire en faillite.** "Pour les CHU, le trou devrait être de 400 millions € dont 200 pour l'AP-HP, ce qui autorise le Directeur général des Hospices civils de Lyon, président de la conférence des directeurs généraux de CHU à appeler à une révision du statut administratif des hôpitaux, les faisant glisser vers celui d'établissement public industriel et commercial (EPIC) donnant aux gestionnaires plus de souplesse dans le recrutement et la gestion des personnels, ou pour traduire ce nouvel exemple de

novlangue néolibérale, en finir avec le statut de la fonction publique. Cela permettra également de poursuivre la fermeture d'établissements, de les transformer en centres de soins de suite ... ou encore de les vendre au privé".

Si le privé ne traite qu'un tiers des malades, il a perçu, en 2006, 42 % de l'argent distribué par l'Etat pour les investissements en 2006. C'est la démonstration que le véritable objectif de la création de la nouvelle tarification T2A se situe dans l'augmentation du financement des cliniques et non pas de la diminution du coût des hôpitaux publics.

Sécu et service public sacrifiés

Depuis une vingtaine d'années, il y a continuité dans la destruction du Service Public de Santé. Et, malgré l'inquiétude manifestée par quelques responsables politiques de droite, le sénateur UMP Gérard Larcher dans son rapport provisoire sur la "mission de l'hôpital public" tirait la sonnette d'alarme du risque d'une médecine à deux vitesses, Sarkozy a annoncé pour 2008 la généralisation de la "convergence public-privé" fixée à l'origine à 2012 dans le plan Hôpital 2007 de Douste Blazy (2004)

Les contre réformes décidées depuis une vingtaine d'années, par les Gouvernements successifs l'ont été au prétexte de "sauver" l'hôpital public et le système de santé français car les malades "abuseraient" du recours aux médicaments et aux médecins, d'où la nécessité de limiter les remboursements, de contrôler et veiller aux "abus" des patients pour réduire le trou de la Sécu ! Réduire l'offre pour diminuer la



demande : moins on aura de médecins, moins on aura de dépenses. Dès lors, la faillite du système de santé publique est organisée : **pénurie de médecins** due à

l'institution du numerus clausus : 8.500 postes en 1978, 3.500 en 1990. La **dotation globale hospitalière est bloquée** entre 1997 et 2002 (plan Veil 1993, plan Juppé 1995, plan Aubry 1998) et **les 35 H sans augmentation de personnels** asphyxient encore plus les hôpitaux publics. La carte sanitaire est supprimée et, avec elle, l'organisation territoriale permettant l'égalité d'accès à la Santé pour tous. Les **restructurations-fusions-fermetures d'hôpitaux** se succèdent. De 1996 à 2001, 120 maternités sont supprimées ainsi que nombre services d'urgence, de chirurgie. Sont institués des **forfaits non remboursés**: 1€ par acte médical ou biologique et 18€ pour les actes lourds – 17€ par jour en cas d'hospitalisation – des remboursements faibles pour les lunettes, les soins dentaires et, dernier acte en date, les **franchises médicales** (0.50€ par acte para médical et 0.50€ par boîte de médicaments – 2€ pour chaque transport sanitaire).

Parallèlement, la part du financement de la Sécurité sociale par les travailleurs n'a cessé d'augmenter : en 1991, **Rocard** instaure la CSG, financée à 85 % par les salariés, les retraités et les chômeurs (1 point de CSG = 7 milliards €). En 1996, **Juppé** crée la CRDS (1 point = 8 milliards €). En 1998, **Aubry** augmente de 4.1 % la CSG. Cela représente, aujourd'hui, 8 % de ponction supplémentaire sur les salaires et revenus de remplacement.

Les gaspillages de la privatisation

Résultat. Ceux qui ont les moyens pourront se payer les meilleurs spécialistes en clinique privée ou en secteur public autorisant le dépassement d'honoraires. En effet "Ce que les libéraux contestent quand la France dépense 11% de son PIB pour la santé, c'est que ces sommes considérables échappent à la loi du profit. **Ceux qui fustigent les "gaspillages"** engendrés par les prescriptions inutiles ou les arrêts de travail abusifs n'ont rien à redire concernant trois secteurs de dépense importante".

"D'abord, le **gaspillage de l'industrie pharmaceutique**, qui consacre environ 25 % de son chiffre d'affaires en marketing, alors que le marché de la santé n'est pas un marché comme les autres ; il est en grande partie socialisé, puisque largement financé par la Sécurité sociale. Un rapport de l'inspection générale des affaires sociales estime que le montant du marketing pharmaceutique est de 3 milliards € par an, sans parler du coût induit par des prescriptions de médicaments nouveaux, plus chers, mais n'apportant pas d'amélioration importante du service médical rendu (par tête d'habitant, la France dépense

50 % en plus pour les médicaments que l'Italie, le Royaume Uni, l'Espagne et l'Allemagne). L'IGAS réclame un arrêt de la course promotionnelle et une réduction de 50 % des sommes allouées au marketing par l'industrie³.

Ensuite, les partisans de la libéralisation des services restent **muets sur les résultats de la privatisation partielle des soins**, déjà réalisée dans certains domaines, par ex. pour les assistances respiratoires et nutritionnelles à domicile ou pour le traitement par pompe à insuline. Ces prestations sont assurées par des entreprises privées appartenant à de grands groupes comme Air Liquide ou Nestlé. Or, le coût du traitement par pompe à insuline a été multiplié par trois, et ces prestataires ont tendance à empiéter sur les soins réalisés par les spécialistes, y compris ceux des services hospitaliers.

Enfin, la France détient **le record européen des hospitalisations en milieu privé à but lucratif (23 %)**.

Une logique à l'oeuvre depuis près de vingt ans

On est bien là dans la logique libérale de la Santé accessible en fonction de ses moyens et non plus dans la prise en charge par la collectivité d'un accès à la Santé égal pour tous selon ses besoins. Cette logique est à l'oeuvre depuis les années 1990.

Dans notre société, l'accroissement des besoins de santé est dû au vieillissement de la population, aux modes de vie et de consommation qui engendrent l'obésité, à l'instabilité économique et sociale de ceux qui subissent "non travail" et "souffrance au travail" sources de l'anxiété, de la dépression et des conduites addictives. Par ailleurs, les progrès médicaux sont toujours plus coûteux car ils font intervenir des moyens techniques de plus en plus sophistiqués. Enfin, l'abandon progressif des politiques de prévention coûte cher en "risques" qui pourraient être évités. Les politiques de Santé et leur financement sont un choix de modèle social ; aujourd'hui, elles ont abandonné l'idée d'égalité.

Le capital financier lorgne sur les risques solvables. Les 460 milliards de cotisations salariales, ça fait rêver les boursicoteurs, ces nantis qui s'enrichissent en dormant. Pour s'en approprier ne serait-ce qu'une partie, il faut remplir deux conditions : que les gouvernants assurent la faillite du système public et qu'ils rendent désirable le recours aux assureurs privés. Pour ce faire, ils organisent le bourrage



de crâne, le formatage des esprits. Ils invoquent l'assistance pour casser la solidarité intergénérationnelle, la liberté et la responsabilité de se soigner pour cacher l'obligation de payer toujours plus, la saine concurrence entre les producteurs de santé pour organiser la privatisation rampante des soins.

La classe dominante ne doit pas parvenir à nous anesthésier, à nous diviser, salariés, chômeurs, Rmistes, retraités, quelle que soit la

couleur de notre peau.

Notre combat, notre résistance pour un système de santé solidaire et à accès égal à tous, c'est notre combat contre le capitalisme prédateur, c'est le droit à l'existence et à la justice sociale.

Odile Mangeot

Bibliographie :

- "Main basse sur l'assurance maladie" les notes de la Fondation Copernic (Syllepse) 2003
- "Le système de santé. Résistances et alternatives" Catherine Mills et José Caudron (le temps des cerises) 2004
- "Assurance-maladie : la privatisation programmée" Fondation Copernic (Syllepse) 2005

Une brochure éditée par le Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et aux Sans Papiers (CSDASP) de Tours

Le CSDASP qui existe depuis 2004, relate dans une brochure les combats politiques qu'il a déjà menés en faveur des sans-papiers. Il souligne les difficultés de ce combat.

En 2004 des Roms originaires du Kosovo, vivaient dans des conditions effroyables sur un terrain vague en périphérie de Tours. Quelques luttes ont permis que ces familles soient accueillies dans des ALGECOS gérés par une association caritative (l'Entr'Aide Ouvrière). Après de multiples aléas, - dont l'occupation d'une fac racontée et analysée dans cette brochure - les familles, dont certaines avaient des enfants en bas âge, se retrouvèrent à la rue.

Durant cette lutte, la question de la régularisation des demandeurs d'asile et des sans-papiers n'a jamais pu être vraiment posée publiquement, malgré de nombreux débats en A.G. dans les locaux de la fac. Le mouvement s'est rapidement placé dans une posture qui n'était plus guère politique, mais plutôt humanitaro-hôtelière.

Pourtant, ce mouvement était très présent sur la ville. Mais il a fini par se fourvoyer dans un processus sans fin de négociations, par l'intermédiaire d'une petite poignée de porte-paroles - "experts" permanents ; ceux-ci se conformant alors - avec (plus ou moins) l'assentiment de l'AG - au rôle qu'ont voulu leur faire jouer les autorités, à savoir celui de "responsables".

C'est cette posture humanitaro-hôtelière et la frilosité gestionnaire adoptées par le mouvement qui explique en grande partie l'enfermement croissant dans lequel celui-ci s'est progressivement retrouvé piégé.

Il y avait bien des militant-e-s qui proposaient l'ouverture de la fac à tous et toutes (demandeurs d'asile et sans-papiers) en posant la question de la réquisition de logements. C'est pour construire le rapport de force nécessaire et empêcher les autorités de faire évacuer les locaux, qu'ils ont essayé de s'appuyer sur les milliers de personnes que draine le festival Aucard de Tours, ainsi que sur les partis de "gôche" qui étaient alors en campagne électorale référendaire sur la constitution européenne. Mais sans succès : le manque de réaction du mouvement, l'absence de perspective, puis la faiblesse numérique, facilitèrent l'intervention policière dans la fac. Tout le monde se retrouva dehors.

Depuis la rentrée 2005, le CSDASP poursuit la lutte avec les sans-papiers et les demandeurs d'asile. Il milite, avec d'autres (Chrétiens Migrants, RESF 37, le DAL 37), pour la régularisation de tous les sans papiers et la réquisition des logements vides. La lecture de cette brochure montre qu'ils ne limitent pas leur action au soutien quotidien des familles impliquées dans le mouvement. Plus globalement, ils essayent de sensibiliser sur le caractère inhumain de la politique menée contre l'immigration, en dénonçant son irresponsabilité, ses impasses, les choix de société qu'elle impose.

Cette brochure est disponible auprès du CSDASP pour 2 €, plus les frais d'envoi.

Pour contacter le collectif :

0634196498 ou

csdasp37@no-log.org

« **L'OUVRIER** » est un groupe qui produit mensuellement un texte d'une page A4. C'est toujours très court et en même temps extrêmement pédagogique. Dans celui que nous reproduisons ci-dessous, (c'est le n° 190) « **L'OUVRIER** » décrit concrètement les phénomènes de concurrence et de concentration vers la constitution de monopole en économie capitaliste.

Sur tous les tracts produits par ce petit groupe de militants figure systématiquement la fameuse formule de Marx : «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*». Partant de l'idée que cette « œuvre » ne peut s'accomplir que si les premiers concernés acquièrent une connaissance suffisante du système dans lequel ils vivent, il faut s'efforcer de diffuser cette connaissance et la faire partager pour qu'elle devienne réellement subversive. Une tâche à laquelle se sont attelés les militants de « **L'OUVRIER** » (BP 64 -94202 IVRY/SEINE Cedex), qui suggèrent de « *photocopier, faire connaître et diffuser* » les textes qu'ils produisent. Pour recevoir d'autres numéros de leur petit bulletin, pour les aider, n'hésitez pas à leur écrire.

Supermarchés : pourquoi la concurrence est illusoire

Tous les trois ou cinq ans, on nous refait le coup de l'indignation: «*vraiment, la grande distribution en profite bien trop; ses prix sont abusifs; il n'y a pas assez de concurrence; il faut plus de transparence; nous allons enquêter*».

On nous conseille de faire jouer la concurrence, de changer de magasin. Mais si l'on part de chez Casino pour aller chez Franprix, Leader Price, Monoprix ou Spar, il faut savoir que l'on paye toujours au même groupe. La grande distribution en France est entre les mains de 6 grands groupes: Carrefour, Leclerc, Intermarché, Auchan, Système U et Cora. Ce sont donc ces familles capitalistes qui achètent à des milliers de producteurs, agriculteurs et entreprises qui fabriquent les produits, puis les revendent aux millions de consommateurs.

C'est vrai que la concurrence fait baisser les prix. De la concurrence, il peut y en avoir seulement entre les centaines de producteurs de chaque secteur. Par contre, pour les gros de la distribution, il n'y a même pas besoin de se contacter entre eux pour pouvoir tous s'aligner sur un prix fort. Plus malin, ils se partagent quelques différences de prix sur les produits pour brouiller les pistes et faire croire à une concurrence qu'il n'y a pas.

On connaît tous ce genre de publicité: «*Si vous trouvez moins cher, dites-le nous, on vous rembourse la différence*». Derrière ce soi-disant cadeau, on fait de nous des flics: dès qu'un revendeur est ainsi repéré, les grands groupes lui font la guerre pour l'obliger à remonter ses prix au niveau des autres.

Le fonctionnement naturel du capitalisme ne cesse d'aller vers toujours plus de concentration, dans tous les domaines. Lorsqu'une nouvelle production apparaît, le nombre des entreprises commence par augmenter. Dans l'automobile, elles étaient 30 en France en 1900, 155 en 1914. Mais ensuite, la concurrence, en écrasant des concurren-

ts, en les rachetant, a fait tomber ce chiffre à 2.

Une fois arrivé à ce stade, les monopoles, il n'y a pas de retour en arrière. Tout au plus un coup de frein à l'ampleur de leur domination sera mis par l'Etat. Mais l'Etat est bien incapable de restaurer la vieille concurrence.

La «*libre*» concurrence existe toujours, mais elle est réservée aux seules petites entreprises, que l'on pousse à créer année après année. Et pour cause: on leur laisse les risques des nouvelles modes ou les secteurs moins rentables. Si c'est l'échec, adieu. Si l'affaire semble juteuse, miam, un monopole vous dévore.

On nous dit aussi: «*Vous allez voir ce que vous allez voir, on va ouvrir la concurrence avec des entreprises étrangères*». Mais les capitalistes sont tout à fait capables de s'entendre par-delà leur nationalité. En 2000, le français Rhône-Poulenc, l'allemand BASF et le suisse Hoffmann-Laroche se sont fait coincer: ils s'étaient entendus

sur le prix des vitamines vendues à Coca Cola et Kellog. Rhône-Poulenc s'en est tiré en disant tout, et les autres ont dû payer 725 millions de dollars. Même dans ce cas-là, le consommateur ne voit pas la couleur de cet argent: il va à l'Etat.

L'ensemble de l'économie est sous la coupe des monopoles. En 2005, Orange, SFR et Bouygues Telecom se sont fait prendre pour s'être entendus sur les prix. Ils ont été condamnés à verser 540 millions. Mais on estime à deux fois plus leur gain sur le dos du consommateur. Payer une amende de temps en temps n'empêche pas d'être bénéficiaire. Cela a même pour avantage de faire croire à une lutte contre ce scandale qui veut que des individus fassent la pluie et le beau temps sur la vie de la majorité.

C'est dans la nature du capitalisme que de vouloir que les plus forts dominent. Si l'on trouve que c'est injuste, il faut être conséquent: c'est le système qu'il faut remettre en cause.

Les Amis de l'Émancipation Sociale, les Amis du Monde Diplomatique, le Centre culturel et social des Résidences Bellevue, le Foyer des Jeunes Travailleurs de Belfort vous invitent à venir débattre avec

Hubert Truxler, OS à Peugeot de 1972 à 2003, auteur de " Grain de sable sous le capot " ed. Agone et **Christian Corouge**, OS à Peugeot, militant CGT.

Sur le thème " Combattre pour la dignité ouvrière "

Vendredi 11 avril 2008 à 19h - Espace Café du Centre social des Résidences, 4 rue de Madrid à BELFORT

Ils parleront de leur expérience d'hommes debout.

Hubert, acteur de sa propre vie est aussi un auteur, preuve vivante que l'émancipation sociale est la condition de l'émancipation individuelle. A l'occasion d'événements importants, il a pris des notes et, dans une langue fleurie, populaire, il raconte : les conditions de travail, la résistance au jour le jour des copains de chaîne, la grève de l'automne 89, les années de galère de 1990 à 2003 et le renforcement des conditions d'exploitation. Malgré les difficultés, Hubert et Christian nous diront pourquoi la flamme de l'espérance sociale, de l'émancipation de l'Humanité pour sortir de l'exploitation capitaliste, est toujours vivante. L'unité des ouvriers, qu'ils soient français ou immigrés, vieux ou jeunes, CDI ou intérimaires, est un combat pour la dignité.

Contact : 03.84.30.35.73 Odile-Mangeot@wanadoo.fr

Il y a quelques semaines, on a pu croire que les manipulations statistiques concernant le chômage allait cesser : suite à une controverse qui avait pris de l'ampleur, même la « grande » presse s'était alors sentie obligée de révéler le dessous des chiffres « officiels ». Et puis voilà que la résignation et le naturel reviennent au galop : les commentateurs des principaux médias occultent à nouveau la réalité...

Dans le communiqué de presse publié ci-dessous, l'association « **Les autres chiffres du chômage** » (ACDC) remet les choses à leur place. Moralité : sur ce sujet comme sur presque tous les autres, tout « citoyen » qui veut vraiment y comprendre quelque chose devra s'habituer à mettre systématiquement en doute ce que distille les grands médias et faire l'effort de chercher ailleurs une information de qualité.

« Chiffres mensuels du chômage »: le mensonge officiel continue

(Collectif « Les autres chiffres du chômage », communiqué de presse du 28/02/2008)

En dépit du bon sens

En dépit du bon sens, le gouvernement continue de commenter mois après mois les statistiques de l'ANPE comme s'il s'agissait de « chiffres du chômage ». Ainsi le site de Matignon annonçait fin décembre que "la baisse du taux de chômage se poursuit", comme l'a annoncé Christine Lagarde le 27 décembre. Le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE en catégorie 1, fin novembre, a diminué de 0,7 % comparé au mois d'octobre (- 12 520 chômeurs) ».¹

La presse emboîte le pas : « le chômage a reculé de 9,3 % en 2007 » (Le Monde, 1 février 2008), « 195 000 chômeurs de moins en 2007 » (le Figaro, 31/01/ 2008), « le chômage a baissé de 0,5% en décembre » (dépêche AFP, 30/01/2008). Depuis un an, rien n'a changé dans le rituel mensuel des « chiffres du chômage ». Et les journaux télévisés continuent de surenchérir sur « la baisse continue du chômage depuis deux ans ».

Tout continue à se passer comme si les statistiques de l'ANPE étaient un indicateur crédible du chômage; comme si l'Insee n'avait pas dû renoncer à calculer un taux mensuel de chômage BIT calé sur les données de l'ANPE; comme si la controverse sur les chiffres du chômage n'avait tout simplement pas eu lieu.

Trois évidences

Rappelons donc trois évidences, bien établies par des données officielles, mais qui semblent déjà oubliées.

Première évidence: le baromètre mensuel 'officiel', les DEFM de catégorie 1, représente moins de la moitié des inscrits à l'ANPE. En décembre 2007, le nombre de personnes inscrites à l'ANPE en catégorie 1 s'élevait à 1 897 000 tandis que le total des inscrits s'élevait, en métropole, à 3 850 000, Sans compter les personnes inscrites à l'ANPE dans les DOM.

Car les demandeurs d'emploi inscrits dans les DOM ne sont toujours pas comptabilisés. La loi «TEPA» stipulait pourtant qu'"avant le 31 décembre 2007, le gouvernement remettra au Parlement un rapport sur les modalités d'intégration des personnes privées d'emploi en Outre-mer dans les statistiques nationales relatives aux chiffres du chômage": mais ce rapport semble avoir disparu dans le triangle des Bermudes.

Deuxième évidence: le baromètre officiel ne correspond à aucun concept de chômage internationalement validé, et certainement pas au chômage au sens du BIT. Ainsi à la mi 2007, l'Insee comptabilisait 2,2 millions de chômeurs BIT alors que l'ANPE dénombrait 1,9 million de demandeurs d'emploi de catégorie 1.

Mais surtout, **troisième évidence**, son évolution est loin de refléter fidèlement les tendances du marché du travail : la variation du nombre d'inscrits à l'ANPE dépend étroitement des politiques de gestion des demandeurs d'emploi que mène l'Agence. Ainsi, entre mi 2005 et mi 2006, les DEFM de catégorie 1 ont baissé de 10% alors que le chômage au sens du BIT augmentait de 3% selon l'enquête Emploi de l'Insee. Plus de 200 000 demandeurs d'emploi ont disparu des listes de l'ANPE tandis que le chômage au sens du BIT augmentait de 57 000 selon l'INSEE.

De mi 2005 à mi 2006 : baisse imaginaire

De la mi 2005 à mi 2006, le gouvernement s'est réjoui quasiment chaque mois d'une baisse du chômage purement imaginaire. On connaît les raisons de cette divergence spectaculaire, et nous les avons énoncées dès janvier 2007²: les changements dans la gestion des listes de demandeurs d'emploi par l'ANPE, le renforcement des contrôles et le durcissement des conditions d'accès à l'indemnisation du chômage³.

La direction de l'Insee s'était refusée à valider les résultats de son enquête Emploi en pleine campagne électorale présidentielle. Mais l'Institut a maintenant reconnu officiellement que son enquête était correcte, et que c'étaient les données de l'ANPE qui avaient dérapé. En réalité, la baisse du chômage a commencé mi 2006, et le chômage a baissé d'1 point en 2006-2007, non pas de 2 points comme le proclamait le gouvernement d'alors, et comme continuent de l'affirmer de nombreux hommes politiques ou commentateurs.

En 2007, dérive statistique ralentie, mais en 2008...

En 2007, la dérive des statistiques ANPE s'est sans doute ralentie : les critères de gestion de la liste des inscrits

n'ont guère changé et le contrôle des chômeurs n'a pas connu de nouveau durcissement. Mais tout indique qu'en 2008 la dérive pourrait repartir: la chasse aux prétendus « faux chômeurs » semble ouverte, comme l'indiquent de multiples déclarations. Par ailleurs, divers projets prévoient un durcissement des conditions d'attribution des minima sociaux et un renforcement supplémentaire de la pression sur les demandeurs d'emploi pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi. Le Medef a déjà annoncé son intention d'élargir la définition de « l'offre valable d'emploi » lors de la prochaine négociation UNEDIC, qui doit démarrer juste après les élections municipales.

En outre, la fusion ANPE-UNEDIC, qui devrait être opérationnelle en 2008, va selon toute vraisemblance se traduire par de nouvelles politiques de gestion des demandeurs d'emploi, sans parler d'éventuels changements dans les systèmes informatiques ou gestionnaires.

C'est parce que les statistiques de l'ANPE ne sont pas représentatives de l'évolution du marché du travail, que le personnel de la DARES, dans un courrier adressé le 27 novembre 2007 à son Directeur Antoine Magnier, a demandé que la publication mensuelle de la DARES, « Le marché du travail en (janvier 2008) », soit rebaptisée « Les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en (janvier 2008) ».

Le système statistique public compétent, c'est-à-dire en l'occurrence l'INSEE et la DARES, doivent reconnaître clairement que les statistiques de l'ANPE ne peuvent pas être interprétées pour l'analyse conjoncturelle du marché du travail, et que seuls font foi les résultats de l'enquête sur l'emploi, publiés chaque trimestre par l'INSEE.

1) http://www.premierministre.gouv.fr/chantiers/travail_859/les_chiffres_emploi_1079/les_chiffres_chomage_anpe_1227/baisse_nombre_chomeurs_novembre_588_39.html

2) Dans la note n2 d'ACDC, « Chômeurs et chiffres sous pression », http://acdc2007.free.fr/ACDC2-Chomeurs_et_chiffres.pdf

3) Voir le document d'études de la DARES 2007-128 - Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi-2005 à la fin 2006.

Rencontres et lectures à contre courant

Les Mondes du Travail

« *Les Mondes du Travail* » est une revue semestrielle interdisciplinaire (sciences sociales, économiques, juridiques, politiques, anthropologie, démographie, psychologie, philosophie) qui cherche à contribuer au décloisonnement des problématiques de recherche sur le travail, l'emploi et les relations professionnelles. Elle développe une orientation critique à l'égard des réalités du travail, en lien avec le hors-travail et la structuration sociale en général et s'adresse autant au monde de la recherche et de l'enseignement qu'à celui des acteurs sociaux. Sommaires des premiers numéros à découvrir sur le site : <http://www.lesmondesdutravail.net/>

Pour obtenir un exemplaire : envoyez un chèque de 15 euros à l'ordre de « *Les Mondes du Travail* » -

Abonnement pour quatre numéros : 40 €. à envoyer à l'adresse : Les Mondes du Travail – CEFRESS - Faculté de Philosophie, Sciences Humaines et Sociales - Chemin du Thil - 80025 Amiens cedex.

Le système des inégalités

Pourquoi analyser les inégalités entre catégories sociales en terme de système ? Comment les inégalités sociales se déterminent-elles réciproquement ? En quel sens peut-on parler de cumul des inégalités ? Comment cette notion renouvelle-t-elle les approches habituelles de la pauvreté et de la richesse ? Pourquoi, comment et dans quelle mesure les inégalités entre catégories sociales tendent-elles à se reproduire de génération en génération ? Quels sont les principaux facteurs de cette reproduction ? Dans quelle mesure peut-on échapper à cette reproduction ?

« *Le système des inégalités* » paru aux Editions de la Découverte, dans la collection Repères,

répond à ces questions en montrant tout l'intérêt d'une approche systémique des inégalités entre catégories sociales. Celle-ci se révèle particulièrement pertinente lorsque les inégalités sont interdépendantes, cumulatives et tendent à se reproduire. Ce qui est le cas dans une société de classes.

Les auteurs, Alain Bihl et Roland Pfefferkorn, sont professeurs de sociologie respectivement à l'Université de Besançon et de Strasbourg.

Un pur capitalisme

"Crise financière", "récession aux Etats-Unis", "inégalités croissantes", "des salaires de 20 millions pour les PDG"... les unes de la presse attirent l'attention et court-circuitent la compréhension. Dans cet ouvrage, Michel Husson - économiste travaillant à l'IRES et membre du conseil scientifique d'AT-TAC - opère un travail rigoureux et pédagogique d'explication des traits actuels de l'économie capitaliste mondialisée. La "dérégulation systématique" fait, d'une certaine manière, ressortir les traits d'un "capitalisme pur" tel que Marx a pu en appréhender les mécanismes et tendances essentiels. Michel Husson dessine aussi quelques voies pour un "programme alternatif".

Michel Husson est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Les ajustements de l'emploi* aux Editions Page deux (1999), *Le grand bluff capitaliste*, La Dispute (2001), *Les casseurs de l'Etat social*, La Découverte (2003).

« *Un pur capitalisme* » (avril 2008 - 208 pages - 16 euros ISBN 978-2-940189-40-3) est paru aux Editions «Page deux» (Lausanne).

La face cachée de « Reporters sans frontières »

On découvrira dans cet ouvrage les fréquentations douteuses, les financements honteux, les hargnes sélectives, les indulgences infondées, les tentatives de dissimulations, les manipulations des chiffres, les mensonges réitérés de Reporters sans frontières. Le tout au service d'une cause sans rapport avec les objectifs affichés. On constatera son ardeur au travail contre les pays pauvres que l'Occident veut soumettre et son silence face aux concentrations économiques dans les médias des pays riches. On notera sa mansuétude envers les « bavures » de l'US Army, ses « oublis » dans la comptabilisation de journalistes qui en sont victimes.

Ce livre dévoile les paravents de la CIA qui alimentent RSF en dollars : le Center for a Free Cuba et la National Endowment for Democracy (NED) via l'United States Agency for International Development (USAID). Et il n'y a pas qu'eux : l'Open Society Institute du milliardaire et magnat international de la presse George Soros, ami personnel de Bush, qui s'agit partout où peut être mis en place un gouvernement pro-états-unien, fait partie aussi des généreux financiers de RSF. Alors, RSF ??? Association humanitaire ou bras médiatique européen de la CIA et des faucons du Pentagone ?

« *La face cachée de Reporters sans frontières* » - De la CIA aux faucons du Pentagone de Maxime Vivas est paru chez Aden. 272 pages - 20 euros.

Panoptique

« *Panoptique* » (panoptique.boum.org) est un site d'infos et luttes contre le contrôle social et technologique. Il se penche sur les thématiques liées au contrôle social, notamment autour des nouvelles technologies (biométrie, fichage ADN, vidéosurveillance et autres) ainsi que de l'enfermement et de la criminalisation de la jeunesse (Etablissements Pénitentiaires pour Mineur-e-s, Centre d'Education Fermé et autres). En lien avec ce site, il est possible de contacter des personnes prêtes à venir intervenir, organiser des soirées d'infos par chez vous sur ces différents thèmes. Outre des textes de fonds, brèves et revues de presse, vous pourrez aussi retrouver sur panoptique des outils pour se mobiliser et lutter : textes, tracts, affiches, brochures... Vous pouvez aussi y proposer vos textes.

Prologue d'une révolution (fév.- juin 1848)

Pendant la monarchie de Juillet, Louis Ménard (1822-1901) était un républicain, un démocrate, mais ce sont les journées de juin 1848, l'indignation devant le massacre des ouvriers parisiens, qui décidèrent de son passage à ce qu'on appellerait aujourd'hui l'extrême gauche. « *Le Prologue* » expose cinq mois de l'histoire politique française, de février à juin 1848. Qu'un texte aussi remarquable ait eu une fortune aussi discrète, qu'il soit resté indisponible pendant des dizaines d'années est un symptôme : les journées de Juin 1848 font partie du refoulé de l'historiographie française.

Cette nouvelle publication de « *Prologue d'une révolution* », la troisième en 170 ans, vient à point nommé pour rappeler ces quatre journées, l'une des plus formidables ruptures de l'histoire du XIXe siècle.

« *Prologue d'une révolution* » (fév.-juin 1848) 304 p. / 18 euros / ISBN 978-2-91-337269-6 est Présenté par Filippo Benfante et Maurizio Gribaudo

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 03/04/2008

Article 29 : Définir l'emploi de pacotille...



Cha- pitre XV



Article 30 :... et le distinguer de l'emploi Bling-Bling



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

Sommaire

- Page 1 Edito : Diafoirus Roi
- Page 2 et 3 Rafah : La révolution de la faim
- Page 3 ... A travers les murs - Programmer le désastre
- Page 4 et 5 ... Darfour -Soudan : l'enjeu d'une nouvelle guerre froide USA/Chine
- Page 5 Edito AL : Encore un gadget mémoriel !
- Page 6 à 9 Energie, transport et effet de serre (1)
- Page 10 à 12 La santé, un marché... juteux !
- Page 12 Une brochure du CSDASP de Tours
- Page 13 Supermarchés : concurrence illusoire
- Page 14 Chiffres du chômage : le mensonge continue
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Dédé illustre le code Parisot du travail

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : www.acontrecourant.info Cour-
riel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE